



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Augmentation des taxes sur le gazole

Question au Gouvernement n° 1933

Texte de la question

AUGMENTATION DES TAXES SUR LE GAZOLE

M. le président. La parole est à Mme Bérengère Poletti.

Mme Bérengère Poletti. Monsieur le Premier ministre, alors que le Gouvernement se targue d'une augmentation du pouvoir d'achat en 2019, deux retraités sur trois sont appauvris par la hausse massive de la CSG et la désindexation des pensions de retraite. Les familles sont également touchées par une baisse de leurs allocations, ainsi que par des hausses des tarifs de l'énergie.

Les automobilistes qui prennent chaque jour leur voiture pour aller travailler subissent une double peine : la hausse du prix du pétrole et la hausse des taxes. En l'espace de deux ans, quand l'augmentation moyenne fut de 18 centimes par litre de gazole en Europe, les Français ont dû déboursier 27 centimes supplémentaires ! La France est le pays européen où le prix du gazole a le plus augmenté depuis 2017. Seuls deux pays en Europe taxent plus le gazole que la France. Mais votre Gouvernement a écarté, le 7 mai, toute baisse de taxe...

M. Maxime Minot. Eh oui !

Mme Bérengère Poletti. ...ou tout retour d'une taxe flottante. Pour rappel, sept salariés sur dix se rendent en voiture au travail, notamment en milieu rural. En 2018, avec les hausses de taxes, un automobiliste faisant un plein de 50 litres de gazole par semaine a payé 200 euros de taxes en plus !

Alors que les prix du pétrole à la pompe augmentent de nouveau pour atteindre des records depuis fin octobre, le Gouvernement ne propose toujours rien de concret pour baisser la pression fiscale sur les Français et le train de vie de l'État. La question du prix des carburants n'a même pas été mentionnée dans les conclusions du grand débat. Elle est pourtant la porte d'entrée de la crise sans précédent que nous vivons en France avec la mobilisation des gilets jaunes.

Vous faites insidieusement les poches des Français par le prix de l'essence : quand allez-vous enfin prendre les mesures indispensables pour faire face à ces augmentations ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

M. François de Rugy, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire. Je l'ai déjà dit dans d'autres débats, les prix des carburants sont un sujet important pour beaucoup de Français qui utilisent leur voiture pour aller au travail, faire leurs courses ou accomplir des démarches.

Aujourd'hui, le prix du pétrole augmente sur les marchés mondiaux, ce qui prouve que, contrairement à ce qui

avait été dit l'an dernier et que vous avez de nouveau laissé entendre, le principal problème est celui-là !

M. Patrick Hetzel. Non, ce sont les taxes !

M. François de Rugy, ministre d'État. Il faut le traiter au fond, plutôt que de faire croire aux Français que les prix augmentent à cause des taxes.

M. Patrick Hetzel. C'est pourtant le cas !

M. François de Rugy, ministre d'État. Au nom du Gouvernement, le Premier ministre avait pris l'engagement, ici même à l'Assemblée nationale, à la fin du mois de novembre 2018, de mettre un terme à toutes les hausses de taxes sur tous les carburants, ce qui a été fait au début de l'année 2019.

M. Jean-Paul Dufrègne. Baissez les taxes !

M. François de Rugy, ministre d'État. Par ailleurs, vous savez que nous avons pris des mesures supplémentaires pour le pouvoir d'achat relatif à l'énergie avec le chèque énergie. Je l'ai rappelé hier, le nombre de bénéficiaires de ce chèque a augmenté de 2 millions pour atteindre 5,5 millions ; le montant de ce chèque a progressé de 50 euros en moyenne pour s'élever à environ 200 euros en moyenne.

Enfin, vous connaissez les mesures concrètes et lourdes qui ont été prises pour le pouvoir d'achat. Madame la députée, vous n'avez pas voté la baisse de la taxe d'habitation en 2017,...

M. Vincent Descoeur. Cela n'a rien à voir !

M. Pierre Cordier. Hors-sujet !

M. François de Rugy, ministre d'État. ...mais j'espère que vous voterez celle, de 5 milliards d'euros, de l'impôt sur le revenu. Toutes ces mesures, mises bout à bout, représentent une hausse moyenne de 850 euros de pouvoir d'achat pour chaque foyer français en 2019.

Mme Frédérique Meunier. C'est faux !

M. François de Rugy, ministre d'État. Ce n'est pas nous qui le disons, mais l'INSEE, et les Français, retraités comme salariés, le voient concrètement. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

Données clés

Auteur : [Mme Bérengère Poletti](#)

Circonscription : Ardennes (1^{re} circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1933

Rubrique : Impôts et taxes

Ministère interrogé : Transition écologique et solidaire

Ministère attributaire : Transition écologique et solidaire

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [15 mai 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [15 mai 2019](#)